



Le 21 septembre 2023

Lettre ouverte à Capgemini

Mr le président directeur général de Capgemini,

En 2013, durant les négociations sur le rachat d'Euriware par Capgemini, il avait été annoncé qu'un centre mondial de cyber sécurité devait être basé à Cherbourg, incluant les effectifs de Cherbourg avec des embauches pour répondre à l'évolution du marché.

Une promesse qui a berné l'ensemble des responsables politiques locaux et même nationaux... Depuis 10 ans ce mensonge du président directeur général de l'époque de Capgemini, et c'est bien un mensonge puisqu'il faut bien appeler les choses par leur nom, car ce centre de cybersécurité n'a jamais vu le jour, ce mensonge donc nous reste en travers de la gorge.

Une promesse sur mesure pour calmer à l'époque la colère des salarié-es d'Euriware qui s'étaient massivement mobilisé-es contre le rachat de Capgemini. Il vous est coutume d'essayer d'obtenir la paix sociale par des promesses non tenues de repositionnement ou de transfert d'effectifs. Nous sommes rodés au discours habituel de nos directions niant l'impact social souvent dramatique de vos nombreuses transformations ou réorganisations essentiellement dictées par la recherche de profit.

Aujourd'hui, la situation se répète et les mêmes arguments, les mêmes méthodes resurgissent. La direction calme le jeu par des discours de principe, proposant aux représentants du personnel un catalogue de bonnes intentions.

Nous apprenons par voie de presse que des pourparlers sont en cours pour transférer les salarié-es Capgemini de Cherbourg travaillant sur le contrat SOF vers ATOS, voire même vers SOF.

Dans le "Ouest France" du 11 septembre 2023 : "De son côté, la CFDT, majoritaire dans l'entreprise, est moins alarmiste. « La crainte n'est pas exacerbée », juge son délégué syndical Frédéric Boloré. Selon lui, ceux qui ne seront pas repositionnés au sein de l'entreprise seront repris soit par les clients, à savoir Synergie, Orano ou Framatome, soit par le repreneur Atos ». Il assure d'ailleurs que « des discussions sont déjà en cours »"

En l'absence de démenti, nous sommes obligés de reconnaître que la direction soutient ces allégations. De plus, il est dommage pour une direction qui se prétend loyale et ouverte au dialogue, de ne donner des informations qu'à certains syndicats et non à tous.

Mais comment vous croire ? Quand on entend parler dans la presse du démantèlement du groupe ATOS et qu'on sait que :

- Atos a mis en place un plan de réduction des effectifs sur 3 ans, appelé "projet BOOST" ayant pour objectif 800 départs "non contraints" sur les effectifs de l'infogérance.
- Atos a acté un accord d'option de vente depuis le 1er août 2023 de toute sa partie infogérance au milliardaire tchèque Daniel Kretinsky, propriétaire du fonds d'investissement EPEI - EP Equity Investment ... L'infogérance de SOF aurait-elle étoffé le carnet de commandes Infogérance ATOS avant la vente ? L'informatique du nucléaire français serait alors aux mains d'un fonds d'investissement tchèque... Rien ne vous effraie !



Il y a 10 ans, lorsque Capgemini a racheté Euriware, 500 salarié-es du site de Cherbourg travaillaient sur le contrat Areva de 1 milliard d'euros. Cherbourg était un site dédié à l'infogérance du groupe Areva, maintenant SOF (Synergie, Orano Framatome).

Aujourd'hui, 10 ans après, il ne reste plus que 193 salarié.es Capgemini infogérance et 16 sous-traitants à Cherbourg. Le principe des vases communicants permettant le transfert des personnes d'une entité vers une autre ne peut être la solution. Si la direction ne trouve pas de nouveaux clients ou ne transfère pas d'activité sur Cherbourg, c'est la mort assurée du site infogérance Capgemini Cherbourg CIS-INFRA!

C'est pourquoi il est urgent que vous preniez en compte notre demande de maintenir nos emplois qui sont menacés par la perte du contrat SOF, à Cherbourg et ailleurs (à Toulouse...) et notamment de sauver le site de Cherbourg. De son côté la CGT Capgemini s'y emploiera avec les moyens qui sont les siens.

La CGT Capgemini